

Communiqué de presse - mardi 21 septembre 2021

Le PLF 2022 signe l'échec de la politique de transition énergétique du gouvernement

Le dernier Projet de Loi de Finances (PLF) du quinquennat sera présenté en Conseil des Ministres, demain mercredi 22 septembre. En cette période d'augmentation des coûts de l'énergie, ce texte souligne, une nouvelle fois, l'échec de la politique gouvernementale pour protéger les Français.

Réchauffement climatique, crise des gilets jaunes, explosion des prix de l'énergie... le gouvernement évite de s'attaquer réellement aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels font face les Français, préférant adopter des mesures "de bricolage".

Rénovation énergétique : des aides mal ciblées

Les aides comme MaPrimeRénov ne sont pas orientées vers les rénovations performantes. Elles font gonfler les chiffres de rénovations, sans faire baisser les factures de chauffage et d'électricité de manière significative, et en dilapidant les ressources du plan de relance. Le maintien *a minima* de l'enveloppe globale de 2 milliards d'euros pour MaPrimeRénov' doit donc s'accompagner d'une réorientation rapide vers des rénovations performantes visant le niveau Bâtiment Basse Consommation (BBC).

Face aux inexorables hausses des prix de l'énergie, l'atteinte de l'ambition BBC pour les logements est le seul moyen de faire chuter significativement les consommations et les factures et protéger durablement les ménages, particulièrement ceux en précarité énergétique. Sans engager de véritable politique structurante, le gouvernement en est réduit à valider la hausse des aides curatives indispensables comme celle du chèque énergie, une hausse elle-même largement en deçà des besoins réels.

Énergies renouvelables : la France à la traîne

Côté production d'énergie, on ne peut que déplorer le retard scandaleux de la France sur les énergies renouvelables, en particulier sur la chaleur et le gaz renouvelables. Pourtant, dans le contexte de tension des marchés mondiaux du pétrole et du gaz fossiles, ces énergies favoriseraient la stabilisation des prix du chauffage et des transports. Par ailleurs, le choix du tout électrique pour offrir des débouchés à l'industrie nucléaire fait aussi peser sur les Français la facture d'un vecteur qui reste aujourd'hui le plus cher.

Transition territoriale : une absence manifeste de moyens

Enfin, malgré la généralisation des Contrats de Relance et de Transition Écologique, les solutions locales de transition énergétique, comme celles portées par les Territoires à Énergie Positive (TEPOS), restent freinées par l'insuffisance des moyens d'animation et d'ingénierie accordés pour soutenir ces initiatives.

Contact presse

Stéphanie Cayrol, responsable communication, stephanie.cayrol@cler.org, 0663753389